

MARTHA C.  
NUSSBAUM

# CAPABILITÉS

COMMENT CRÉER LES CONDITIONS  
D'UN MONDE PLUS JUSTE ?

CLIMATS

# MARTHA C. NUSSBAUM

## CAPABILITÉS

Si le produit intérieur brut d'un pays augmente chaque année et que le pourcentage de personnes privées d'instruction et de soins médicaux grandit lui aussi, ce pays est-il vraiment en progrès ? Nos indicateurs économiques échouent à saisir la réalité des vies individuelles. Nos théories du développement ignorent les plus élémentaires besoins de dignité. Mais il existe une alternative : l'approche des capacités, sans doute la plus novatrice et la plus prometteuse des contributions de la philosophie politique à la question de la justice sociale. Que sont les *capabilités* ? Ce sont les réponses à la question : « Qu'est-ce que cette personne est capable de faire et d'être ? ». Au fil d'une passionnante discussion, Martha Nussbaum propose une liste de capacités, garantes de domaines de libertés si centraux que leur absence rend la vie indigne. Son approche se présente comme une contribution au débat national et international, et non comme un dogme qui devrait être accepté en bloc. Une fois évaluée, soupesée, comparée avec d'autres, si elle résiste à l'épreuve de l'argument, elle pourra être adoptée et mise en œuvre. Autrement dit, les lecteurs de ce livre seront les auteurs du prochain chapitre de cette histoire du développement humain.

Traduit de l'anglais (États-Unis) par Solange Chavel

# Capabilités



Martha C. Nussbaum

# Capabilités

Comment créer les conditions  
d'un monde plus juste ?

*Traduit de l'anglais (États-Unis) par Solange Chavel*

Avec le concours du Centre national du livre

CLIMATS

Titre original :  
*Creating Capabilities. The Human Development Approach.*  
The Belknap Press, Harvard University Press, 2011.  
© 2011 Martha C. Nussbaum.  
© Climats, un département des éditions Flammarion, 2012,  
pour la traduction française.  
ISBN : 978-2-0812-9123-2

*À tous les membres de la Human Development  
and Capability Association*





## Préface

Les économistes, les responsables politiques et les administrateurs qui travaillent à résoudre les problèmes des pays les plus pauvres ont longtemps propagé un récit qui dénature l'expérience humaine. Selon les modèles dominants qui sont les leurs, la qualité de vie dans un pays s'améliore si et seulement si le Produit Intérieur Brut (PIB) par tête augmente. Cette mesure grossière permet de noter très favorablement des pays marqués par des inégalités criantes, où une grande fraction de la population ne profite pas de l'amélioration économique générale du pays. Et puisque les pays s'adaptent aux classements publics qui affectent leur réputation internationale, cette approche grossière les encourage à se concentrer sur la seule croissance économique, sans s'attacher au niveau de vie de leurs habitants les plus pauvres, et en négligeant des enjeux liés par exemple à la santé et à l'éducation, lesquelles, le plus souvent, ne s'améliorent pas avec la croissance économique.

Ce modèle a la vie dure. Même s'il est surtout prégnant dans les analyses communes des succès des « pays en voie de développement », dans la pratique de l'économie du

développement et dans les institutions liées au développement comme le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, il est également largement utilisé pour réfléchir sur la situation des pays les plus riches, et sur ce que cela signifie pour eux que de « développer » ou d'améliorer leur qualité de vie. (Tous les pays sont « en voie de développement », même si l'expression n'est parfois appliquée qu'aux pays les plus pauvres : chaque pays a une large marge de progrès pour assurer une qualité de vie décente à tous ses habitants.) Et puisque ces pays sont également marqués par d'importantes inégalités, cette approche engendre des préjugés semblables.

Il existe désormais un nouveau paradigme théorique dans le monde de la politique du développement. Connu sous le terme d'« approche du développement humain », « approche de la capabilité » ou « approche des capabilités », il commence par une question toute simple : qu'est-ce que les gens sont réellement capables de faire et d'être ? Quelles possibilités leur sont réellement offertes ? Cette question simple est aussi très complexe parce que la qualité d'une vie humaine met en jeu des éléments variés dont l'articulation implique une étude attentive. De fait, un des aspects séduisants de cette nouvelle approche est sa complexité même : elle semble bien armée pour traiter des complexités de la vie et des entreprises humaines. Après tout, elle pose une question que les gens se posent souvent à eux-mêmes dans leur vie quotidienne.

Ce nouveau paradigme gagne en influence dans les institutions internationales qui traitent de bien-être, de la Banque mondiale au Programme des Nations unies

pour le développement (PNUD). Par l'intermédiaire des Rapports sur le développement humain publiés chaque année depuis 1990 par le bureau des Rapports du PNUD, il affecte désormais la plupart des pays ; il les invite à produire leurs propres études, fondées sur les capacités, au sujet des différents régions et groupes qui les composent. Il y a peu de pays aujourd'hui qui ne produisent pas un rapport de ce type. (Les États-Unis eux-mêmes le font depuis 2008.) Il existe aussi des rapports régionaux, comme le Rapport arabe sur le développement humain. De plus, la Human Development and Capability Association (HDCA), qui compte à peu près 700 membres issus de 80 pays, développe une recherche de très haut niveau sur un large ensemble de sujets où l'approche du développement humain et des capacités peut, et a d'ores et déjà, apporté une contribution importante. Plus récemment, ce paradigme a eu une influence fondamentale sur la commission Sarkozy, destinée à évaluer la réussite économique et le progrès social.

Cette approche par les capacités, dont l'influence est croissante, a surtout été présentée dans des articles et des livres denses, adressés aux spécialistes. Le public non spécialisé et les enseignants de premier cycle se plaignent régulièrement de l'absence de livres plus accessibles sur ce sujet. Cet ouvrage a pour but de combler cette lacune : il veut expliciter les éléments essentiels de l'approche et aider à évaluer ses avantages et inconvénients par rapport aux conceptions rivales. Il veut surtout essayer de situer cette approche dans le contexte narratif de vies humaines, montrer comment elle affecte l'attention des responsables politiques et la capacité politique à intervenir d'une manière sensée,

qui respecte les personnes réelles et les rend plus autonomes, au lieu de refléter simplement les préjugés des élites intellectuelles.

Améliorer la qualité de vie des gens requiert des choix politiques avisés et une action continue de la part de nombreuses personnes. Il pourrait donc sembler vain d'écrire un livre théorique sur ce sujet, même si ce dernier est profondément nourri par un récit détaillé. Mais les théories sont un élément important de notre monde. Elles structurent la manière dont nous voyons les problèmes, forment notre perception de ce qui est important ou non et orientent le débat vers certaines mesures plutôt que d'autres. Les militants avisés n'ont qu'une trop faible influence dans les couloirs du pouvoir. Parce que les théories dominantes qui ont historiquement guidé l'action politique dans ce domaine sont profondément erronées, comme je voudrais le montrer, elles ont orienté les politiques de développement vers des choix qui sont erronés du point de vue de valeurs humaines largement partagées (telles que le respect pour l'égalité et pour la dignité). Si nous voulons orienter l'action politique dans la bonne direction, il nous faut une contre-théorie qui remette en question ces théories répandues et fautives. Une telle contre-théorie exprimera le monde du développement de façon nouvelle, et nous révélera une image différente de nos priorités. L'approche par les capacités est cette contre-théorie, plus que jamais nécessaire à une époque où abondent des problèmes humains urgents et des inégalités injustifiables.

## Chapitre premier

### Une femme demande justice

Dans le monde entier, des hommes et des femmes luttent pour mener une vie digne d'un être humain. Les dirigeants ne s'attachent souvent qu'à la croissance économique, mais leurs concitoyens aspirent à tout autre chose : des vies sensées. L'accroissement du PIB d'un État n'améliore pas nécessairement la qualité de vie de ses habitants et les rapports sur la prospérité nationale risquent de n'être qu'une piètre consolation pour ceux dont l'existence est marquée par les inégalités et les privations. Ces personnes ont besoin d'analyses théoriques pour appuyer leurs combats, ou au moins susciter un débat public qui attire l'attention sur elles ; elles n'ont pas besoin d'approches théoriques qui camouflent ces efforts ou étouffent discussion et critique. Comme l'écrivait le regretté Mahbub ul-Haq, économiste pakistanais qui a inauguré les rapports sur le développement humain du PNUD, dans l'un de ces premiers rapports, en 1990 : « La véritable richesse d'un pays, ce sont ses habitants. Et le but du développement est de créer un environnement qui permette aux gens de jouir de vies longues, saines, créatives. Cette vérité

simple mais puissante est trop souvent oubliée dans la poursuite de la richesse matérielle et financière. » Pour Haq, l'économie du développement a besoin d'une nouvelle approche théorique pour pouvoir répondre aux problèmes les plus pressants des gens.

Considérons l'histoire de Vasanti : cette jeune femme menue, d'un peu plus de trente ans, vit à Ahmedabad, grande ville de l'État du Gujarat, dans le nord-ouest de l'Inde.

Dès le début de leur mariage, son époux est joueur et alcoolique. Il dépense tout l'argent du foyer en boisson. Après s'être ruiné de la sorte, il se fait faire une vasectomie afin de profiter de l'incitation financière proposée par le gouvernement du Gujarat pour encourager la stérilisation. Vasanti n'a donc pas d'enfant pour l'aider, handicap considérable puisque l'on sait qu'une femme sans enfant est bien plus exposée à la violence domestique. D'ailleurs, son mari la maltraite de plus en plus, si bien qu'elle finit par le quitter pour retourner dans sa famille.

Les parents de familles pauvres (ou les frères et sœurs, si les parents sont décédés) rechignent souvent à accueillir à nouveau un enfant qui a été marié, en particulier une fille qui a emporté sa dot. Le retour de l'enfant au foyer signifie une bouche supplémentaire à nourrir et un nouveau lot de problèmes. Dans le cas de Vasanti, le divorce s'avère coûteux parce que son mari n'a pas l'intention de l'accorder. Elle a une chance rare que sa famille accepte de l'aider. Bien des femmes dans sa situation finissent dans la rue, réduites à la prostitution. Le père de Vasanti, qui fabriquait des pièces de machines à coudre Singer, est mort, mais ses frères ont ouvert un commerce de pièces détachées automobiles

dans son ancien atelier. En utilisant l'une des vieilles machines à coudre, et en vivant dans la boutique même, Vasanti s'assure un petit revenu en confectionnant des boutonnieres pour les accroches de saris. Dans le même temps, ses frères lui accordent un prêt qui lui permet de se procurer une autre machine, servant à rouler les bords du sari. Mais, bien qu'elle ait accepté cet argent, l'idée de dépendre de ses frères lui déplait : ils sont mariés et pères de famille, et elle sait que leur soutien peut cesser à tout moment.

C'est alors qu'elle découvre la Self-Employed Women's Association (SEWA), une organisation non gouvernementale pionnière à Ahmedabad, qui travaille en collaboration avec des femmes pauvres. Fondé par la célèbre militante Ela Bhatt, la SEWA a alors déjà aidé plus de 50 000 membres à la faveur de programmes comprenant microcrédit, éducation, santé et syndicalisation. À la différence d'autres États indiens, le Gujarat a poursuivi une stratégie tournée vers la croissance sans consacrer beaucoup de ressources aux besoins de ses habitants les plus pauvres. Les programmes gouvernementaux qui auraient pu aider Vasanti – aide juridique, soins, crédit, éducation – n'ont pas vu le jour. C'est donc pour elle une chance inespérée de découvrir l'une des meilleures ONG indiennes à proximité de chez elle.

Grâce à la SEWA, Vasanti obtient un prêt bancaire personnel et rembourse ses frères. En effet, l'organisation, qui a commencé comme modeste union de crédit, gère désormais une banque située dans un immeuble impressionnant du centre-ville d'Ahmedabad. Tous les cadres et employés de la banque sont des femmes,

parmi lesquelles beaucoup d'anciennes bénéficiaires des programmes de la SEWA.

Lorsque je la rencontre, plusieurs années après cette histoire, Vasanti a presque intégralement remboursé le prêt. Elle peut prétendre s'inscrire aux programmes pédagogiques de la SEWA, où elle veut apprendre à lire et à écrire et acquérir les qualités nécessaires à une plus grande indépendance sociale et économique ainsi qu'à la participation politique. Elle est activement engagée dans la lutte contre la violence domestique dans sa communauté, avec l'aide de son amie Kokila. Cette amitié aurait été tout à fait impensable sans la SEWA : Vasanti, quoique pauvre, appartient à la haute caste des Brahmanes, tandis que Kokila appartient à l'une des plus basses castes. Mais si elles ne sont encore que trop évidentes dans la société, les divisions de castes et de religions n'ont pas droit de cité dans le mouvement féministe indien.

Quelle approche théorique pourrait éclairer les éléments saillants de la situation de Vasanti, proposer une analyse adaptée et formuler un programme de recommandations pertinentes ? Supposons un instant que nous ne nous préoccupons pas de théorie économique et politique, mais simplement des personnes : qu'est-ce qui retient notre intérêt dans l'histoire de Vasanti ? Qu'est-ce qui nous semble important ?

Nous avons remarqué d'emblée que Vasanti est petite et frêle : c'est le signe d'une malnutrition ou sous-nutrition subie pendant l'enfance. Les familles pauvres sont souvent contraintes de mal nourrir leurs enfants. Le destin des frères de Vasanti nous en apprend



davantage. De nombreux éléments montrent que les filles sont moins bien nourries que les garçons et moins souvent amenées chez le médecin lorsqu'elles sont malades. Pourquoi ? Parce que les filles ont moins de possibilités d'emploi que les garçons et sont à ce titre considérées comme moins importantes pour le bien-être de l'ensemble de la famille. Le travail qu'elles effectuent est un travail domestique non lucratif, il est donc facile d'en sous-estimer l'importance économique. De plus, les filles indiennes du Nord et de l'Ouest quittent leur famille lorsqu'elles se marient et emportent une dot. Elles coûtent donc plus cher que les garçons, et les parents se demandent souvent pourquoi ils devraient dépenser leurs ressources pour un enfant qui ne sera plus là pour les soutenir dans leur vieillesse. Ainsi, la mortalité des filles cadettes dans le nord et l'ouest de l'Inde est notoirement élevée. Le déficit nutritionnel de Vasanti ne résulte donc pas seulement de la pauvreté, mais aussi de la discrimination sexuelle.

Des lois inégalitaires en matière de propriété et d'héritage contribuent à la mise au ban des jeunes filles indiennes, et si l'on réfléchit à la situation de Vasanti, on s'aperçoit que ces lois ont joué le même rôle dans son cas. Les systèmes de droit privé fondés sur la religion, qui existent en Inde depuis l'indépendance, régissent la propriété et l'héritage ainsi que le droit familial. Ils institutionnalisent l'inégalité intrinsèque des femmes. Par exemple, jusqu'en 1986, les femmes de la communauté chrétienne n'héritaient que d'un quart de la part dévolue aux fils, coutume qui, assurément, contribue à perpétuer la représentation selon laquelle la vie d'une fille vaut moins que celle d'un garçon. Les

femmes hindoues ont également souffert des inégalités entérinées par le régime de propriété hindou ; ce n'est qu'en 2005, soit sept ans après ma rencontre avec Vasanti, qu'elles ont obtenu des parts égales des terres agricoles. La famille de Vasanti, pour sa part, ne possède pas de terres, mais une analyse des difficultés de la jeune femme va nous montrer la prégnance de l'inégalité dont nous venons de parler.

L'étude de ces questions nous amène à examiner le fort déséquilibre des sexes dans la population indienne. Les démographes estiment que, lorsque l'alimentation et les soins de santé sont semblables, les femmes vivent en moyenne un peu plus longtemps que les hommes, ce qui conduit à un rapport de 102 femmes pour 100 hommes. Au lieu de quoi, le recensement indien le plus récent compte sur l'ensemble du pays 92 femmes pour 100 hommes en moyenne. Dans le Sud, où la transmission de la propriété est matrilineaire, et où le mari emménage chez sa femme au lieu de l'emmener avec lui, l'espérance de vie des femmes correspond à la prévision des démographes : l'État du Kerala a ainsi un rapport de 102 femmes pour 100 hommes. Dans certains États du Nord, au contraire, le rapport est dangereusement déséquilibré : une enquête précise dans une zone rurale du Bihar a donné le résultat effrayant de 75 femmes pour 100 hommes. Et l'on sait que ces déséquilibres sont plus marqués partout où l'information sur le sexe des fœtus est disponible. Les cliniques d'amniocentèse abondent dans tout le pays. L'avortement en fonction du sexe est un abus si largement pratiqué en Inde qu'il est illégal de s'informer sur le sexe d'un fœtus... mais cette loi est rarement appliquée.

Vasanti est donc, de ce point de vue, chanceuse, ne serait-ce que d'être en vie. Certes, ses parents l'ont peu nourrie, mais ils ont fait mieux que beaucoup de familles pauvres. Lorsque je l'ai rencontrée, elle semblait jouir d'une relative bonne santé – avoir une bonne constitution est une chance au Gujarat, où les soins médicaux sont difficilement accessibles aux pauvres. D'après la Constitution indienne, la santé relève des États, et non de l'État fédéral, si bien que les différences de ressources disponibles pour les pauvres sont grandes d'un État à l'autre. Certains, comme le Kerala, ont des systèmes de santé efficaces, mais ce n'est pas la norme.

Ensuite, nous remarquons qu'une femme aussi intelligente et déterminée que Vasanti n'a pourtant pas eu beaucoup de possibilités d'emploi, parce qu'elle n'a jamais appris à lire et à écrire. On peut en accuser le système éducatif du Gujarat car l'éducation, comme la santé, relève des États, et les taux d'alphabétisme varient aussi grandement d'un État à l'autre. Au Kerala, le taux d'alphabétisation des adolescents, garçons ou filles, est proche de 100 %, alors qu'au niveau national 75,3 % des hommes savent lire et écrire, contre seulement 53,7 % des femmes. Les facteurs responsables de cette différence sont liés à ceux qui sont responsables de la différence d'espérance de vie et de santé entre les sexes : on pense que les femmes ont moins de possibilités d'emploi et de participation politique, de sorte que, dans la perspective de la famille, il vaut mieux assigner aux filles les travaux domestiques et n'envoyer à l'école que les garçons. La prédiction est de ce fait autoréalisatrice, dans la mesure où l'analphabétisme exclut les femmes

de la plupart des possibilités professionnelles et politiques. De plus, le fait qu'une fille quitte rapidement sa famille de naissance pour en rejoindre une autre une fois mariée tend à désintéresser ses parents de son avenir. Le Kerala a mieux répondu à ces problèmes que le Gujarat, même si le Kerala peine globalement à créer de l'emploi pour les individus qui ont achevé leur éducation.

Parce que l'éducation ouvre tant de possibilités, la Constitution indienne a été amendée en 2002 afin de donner à l'éducation primaire et secondaire le statut d'un droit fondamental opposable. Prenant acte du fait que les parents pauvres retirent souvent leurs enfants de l'école pour mettre leur force de travail au service de leur subsistance, la Cour suprême indienne a ordonné aux écoles d'offrir aux enfants un repas de midi substantiel qui contienne au moins 350 calories et 18 grammes de protéines. Cette mesure constitue une incitation pour les parents pauvres, et compense bien souvent le manque à gagner du travail de l'enfant pendant le temps scolaire. Vasanti, elle, n'a pas pu profiter de ce changement, qui lui aurait permis de lire et d'écrire, et d'être plus forte physiquement.

En outre, au niveau national, la Constitution a été amendée en 1992 pour assigner aux femmes un tiers des sièges dans les conseils de villages, les *panchayats* locaux. Ce système, tout comme le repas de midi, incite les parents à éduquer leurs filles aussi bien que leurs garçons, dans l'espoir qu'elles représentent un jour les intérêts de la famille dans le gouvernement local. De nouveau, ce changement est survenu trop tard pour Vasanti, et n'a pas influencé les choix éducatifs de ses

## Table

<i>Préface</i> .....	9
Chapitre premier. Une femme demande justice .....	13
Chapitre 2. Les capabilités centrales .....	35
Chapitre 3. La nécessité d'une alternative théorique .....	71
Chapitre 4. Les droits fondamentaux .....	99
Chapitre 5. La diversité culturelle .....	139
Chapitre 6. L'État-nation et la justice mondiale .....	155
Chapitre 7. Influences philosophiques .....	167
Chapitre 8. Capabilités et problèmes contemporains .....	193
Conclusion .....	245
<i>Postface</i> .....	249
<i>Annexe A</i> .....	251
<i>Annexe B</i> .....	257
<i>Notes des chapitres</i> .....	263
<i>Bibliographie</i> .....	273
<i>Index</i> .....	295

Composition et mise en page



N° d'édition : L.01EHBN000505.N001  
Dépôt légal : août 2012